

*Les subsides*

● (1230)

On m'a dit que certains pays étaient modelés par leur histoire, d'autres par leur géographie. Je crois que le Canada appartient à cette dernière catégorie, dans une large mesure. Que des Canadiens d'un océan à l'autre éprouvent un sentiment profond, voire passionné, à l'égard d'un groupe d'îles qu'ils sont nombreux à n'avoir jamais vues, mais que d'instinct ils souhaitent voir préservées comme faisant partie d'eux-mêmes, est très révélateur de notre âme collective.

Au cours des trois derniers mois, j'ai reçu près de 1 000 lettres de Canadiens exhortant le gouvernement par mon entremise et celle d'Environnement Canada, et tout particulièrement celle de Parcs Canada, à protéger la région sud de Moresby. Bien d'autres m'ont communiqué directement leurs appréhensions, en plus de tous ceux qui ont signé des pétitions et saisi de cette affaire d'autres ministres et d'autres députés. Des Canadiens de toutes les régions de notre pays, de tous âges et de toutes conditions ont communiqué avec nous.

La lettre que Silas Donham m'a écrite est caractéristique de cet intérêt. Voici ce qu'il m'écrit:

J'ai 11 ans et j'habite l'île Boularderie, dans la région du Cap-Breton. Je vis à la campagne et je m'intéresse vivement à l'environnement. Récemment, j'ai entendu parler de l'abattage des arbres qui se pratique dans les îles de la Reine-Charlotte. Or, ces îles servent d'habitat à une flore et à une faune extrêmement rares et précieuses dans le monde que nous devons absolument protéger. Je sais que vous ne cessez de parler de toutes les mesures que vous entendez prendre, mais parler ne suffit pas. Vous devez agir.

Je suis d'accord avec Silas, même si sa lettre renferme un blâme voilé. Parler ne suffit pas. Les palabres parlementaires, si importants soient-ils, ne suffisent pas non plus. Il en va de même des négociations, si nécessaires soient-elles. Même de vives préoccupations ne suffisent pas. Comme le dit cet adolescent de 11 ans, « nous devons faire quelque chose ».

Quand j'ai prononcé mon premier discours important en ma qualité de ministre de l'Environnement à Banff en septembre 1985, j'ai dit que le gouvernement du Canada n'aurait de cesse qu'il n'ait transformé la région sud de Moresby en parc national. Depuis lors, il a participé à d'intenses négociations avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et consulté les Haïdas. Il n'a pas toujours eu la tâche facile. A bien des égards, nous avons dû brûler les étapes et parer les coups des tronçonneuses. Nous sommes maintenant à un carrefour. Le temps s'épuise. Le moment est venu de prendre des décisions importantes et de porter des jugements de valeur.

Permettez-moi d'insister sur un aspect. Il ne s'agit pas de choisir entre l'économie et l'écologie. L'intérêt suscité de par le monde par l'écologie de cette partie magnifique de la Colombie-Britannique et du Canada témoigne d'un attrait touristique majeur et justifie en quelque sorte la création d'un parc national. Tous les Canadiens pourraient en profiter, et non pas seulement ceux qui habitent la Colombie-Britannique et à plus forte raison les îles de la Reine-Charlotte.

Ceux qui croient que les îles sont trop éloignées et inaccessibles et que leur climat est trop inclement pour attirer et accueillir des touristes ne connaissent pas l'industrie du tourisme. Le tourisme, Votre Honneur, ce n'est plus le père, la

mère, les deux enfants et le chien qui s'entassent avec les bagages dans la familiale pour aller passer une semaine à la campagne ou un week-end au lac. C'est un marché extrêmement segmenté dans lequel un nombre croissant de consommateurs souhaitent partir en expédition dans des régions sauvages et éloignées, en quête de destinations exotiques, et même faire l'expérience de safari. Ce n'est pas par hasard qu'au Yukon le tourisme est maintenant l'industrie numéro un. Et pourtant le Yukon est beaucoup plus éloigné des grands centres que l'île Moresby, et son climat est moins hospitalier.

L'attrait fondamental de la région sud de Moresby est tellement universel que son succès comme destination de tourisme international est assuré à condition qu'on le préserve. La région a en effet de bonnes chances d'être désignée comme partie intégrante du patrimoine mondial en compagnie des pyramides de Guizeh et du Taj Mahal.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à collaborer avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour exploiter immédiatement l'intérêt touristique qu'offre la région dans le cadre d'une stratégie économique sensible aux aspects patrimoniaux et écologiques établie pour toute la région des îles de la Reine-Charlotte.

Il y aura des décisions difficiles à prendre. L'industrie forestière a des intérêts légitimes. Il y a d'importantes questions d'indemnité à régler non seulement pour les sociétés forestières et leurs entrepreneurs, mais aussi pour les simples bûcherons et autres travailleurs qui dépendent de l'exploitation forestière pour gagner leur vie. Le gagne-pain local a été assuré durant des années par l'industrie forestière. Tout plan visant à établir un parc national doit respecter ces intérêts importants et en tenir compte, et nous y verrons.

Si c'était un problème facile, on l'aurait réglé il y a longtemps et avec beaucoup moins d'introspection que bon nombre d'entre nous avons dû y consacrer. Malgré l'appui des trois partis fédéraux à la Chambre des communes et malgré l'appui général du pays dans son ensemble, nous ne discutons pas d'une question qui fait l'unanimité. La création d'un parc national ne se fait jamais sans controverse. Des litiges, souvent fort complexes, au sujet de l'utilisation du territoire opposent différents groupes dont les revendications et les valeurs entrent en contradiction mais sont individuellement justifiables. Après tout, des peuples se sont lancés dans des guerres et des gens sont morts pour des questions de territoires. Il ne fait aucun doute que la question ne nous conduira pas à de telles extrémités mais le territoire est au coeur de la controverse. Que nous décidions ou refusions de relever le défi et de sauvegarder un élément précieux de notre patrimoine témoignera de notre degré de maturité en tant que pays et de notre niveau de civilisation en tant que peuple. En 1949, Aldo Leopold, grand protecteur de l'environnement, écrivait prophétiquement:

La capacité de saisir la valeur culturelle des étendues sauvages se ramène, en dernière analyse, à une question d'humilité intellectuelle... Seul l'érudit peut comprendre pourquoi la nature inviolée donne tout son sens à l'oeuvre de l'humanité.

Mon point de vue diverge du sien sur un point. L'érudit n'est pas le seul à pouvoir pressentir ainsi les choses. Nous, les politiciens qui représentons la population du Canada, devons aussi avoir cette capacité de compréhension.